https://ricochets.cc/Austerite-une-des-facettes-du-capitalisme-punitif-7750.html

Austérité : une des facettes récurrente du capitalisme punitif

- Les Articles -

Publication date: vendredi 23 août 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Une fois que l'Etat a beaucoup ménagé et subventionné les riches et les multinationales qui Â« créent de l'emploi Â» (lol), une fois que l'argent public a beaucoup renfloué les banques en faillite et les entreprises en difficulté à cause des crises capitalistes (la RELANCE), une fois que l'argent a coulé à flot pour les banquets de rois et des événements sportifs fastueux, une fois que les activités lucratives sont privatisées, l'argent vient fatalement à manquer au budget.

C'est alors le grand retour de l'AUSTÉRITÉ, ce dispositif magique cyclique qui consiste à faire payer prioritairement aux pauvres et classes moyennes les dégâts et les choix du système qui les broient.

Les pauvres sont miséreux mais ils sont nombreux, et ils vivent dans le luxe des services publics et des aides sociales, alors l'AUSTÉRITÉ intervient pour réduire leur train de vie scandaleux afin que la civilisation industrielle (l'Etat, le capitalisme, le système techno-industriel...) puisse continuer à détruire la biosphère, à enrichir les riches et à fabriquer les prochaines crises, ce qui nécessitera de nouvelles cures d'austérité pour les pauvres et classes moyennes.

Dans le passé, les guerres d'ampleur servaient aussi à remettre des sous dans la machine quand elle s'enrayait un peu trop...

Contrairement à certaines apparences ou croyances, l'austérité n'est pas le fait de Macron, Hollande, Mitterrand ou du futur(e) premier ministre, l'austérité est due simplement au fonctionnement structurel de l'Etat et du capitalisme, ces deux frères Â« ennemis Â» qui marchent ensemble et ont vitalement besoin l'un de l'autre dans leur course monstrueuse à la dévastation/domination.

Malgré les tentatives désespérées de régulations et de protectionnismes, le chaos destructeur du libre marché ne peut qu'engendrer des crises économiques/budgétaires récurrentes. En effet, le système en place doit fabriquer toujours plus d'argent et d'Everest de dettes (gagés sur les hypothétiques productions futures) pour essayer de maintenir la Croissance et éviter l'effondrement. Les interventions pour étouffer les crises préparent donc les crises suivantes, qui risquent d'être encore plus violentes.

C'est un peu comme éteindre un incendie de puit de pétrole qui fuit tout le temps et de plus en plus avec une grosse explosion de pétrole. Les explosions doivent être de plus en plus fortes pour souffler les flammes, et vient un jour où il y a trop de fuites et où l'incendie se mue en mégafeux et emporte tout.

La solution ?

Elle n'est ni dans l'Etat (gouvernement de gauche ou de droite), ni dans le capitalisme, ni dans la Croissance.

Taxer les riches et les surprofits pourrait peut-être permettre de relancer un temps la machine en évitant l'austérité, mais ça maintiendrait le système en place et les illusions, et ça ferait juste reculer la date de la prochaine chute.

La solution n'est pas de mieux répartir les fruits de la dévastation étatico-capitaliste, de remettre les usines aux mains des travaileurs, de mieux gérer l'Etat et les entreprises, ce serait plutôt d'en finir avec l'Economie, avec le Travail et la Valeur, avec la civilisation industrielle.

A suivre en octobre...

Copyright © Ricochets

Austérité : une des facettes récurrente du capitalisme punitif

AUSTÉRITÉ : LA FRANCE DANS LES PAS DE LA GRÈCE ?

L'Union Européenne et le Fonds Monétaire International veulent renforcer la cure d'austérité macroniste : explications -

C'est aujourd'hui (25 juillet) que la Commission Européenne devrait valider la procédure pour déficit public excessif qui vise l'État français et six autres pays de l'UE. Le déficit du budget de l'État sera cette année de 5,5% du PIB, alors que Bruno Le Maire a déjà organisé 10 milliards de coupes budgétaire et veut en organiser 5 de plus. **L'austérité déjà en vigueur pourrait ainsi se renforcer, détruisant toujours plus de services publics sur son passage : ce sont désormais 25 milliards d'économies qui sont réclamées par le FMI.**

Des règles libérales absurdes

Les règles budgétaires européennes suivent le principe de la Â« règle d'or Â» : la dette publique ne doit pas dépasser 60% du PIB, et le déficit ne doit pas excéder 3%. Inscrit dans la proposition de constitution européenne, ce principe était l'un des principaux arguments du Â« non Â» lors du référendum de 2005. D'abord parce que cette règle d'or ne repose sur rien de tangible, ces chiffres étant totalement arbitraires, mais aussi parce que ce principe n'est qu'un instrument du libéralisme pour affaiblir les États et justifier les privatisations.

Après l'échec de constitution européennes, la règle budgétaire a finalement été fixée par le Â« Pacte de stabilité et de croissance Â», un accord entre les pays membres de l'UE sans passer par référendum. **Quand la démocratie ne va pas dans le sens des libéraux, il est toujours plus facile de se mettre d'accord sans demander son avis à la population...**

Les gouvernements de Macron sont les premiers tenants de la règle d'or, et ne cessent de promettre l'équilibre budgétaire. Mais ils appliquent la politique inverse : c'est à une débauche d'argent magique que l'on assiste. **L'État vide littéralement ses caisses au bénéfice des entreprises. Pendant que la précarité augmente et que les services publics ne remplissent plus leur rôle, les riches se gavent, protégés par une police aux crédits illimités. Une situation intenable au point d'inquiéter les marchés financiers**

Copyright © Ricochets

Mais faisons un peu d'économie : pourquoi la France est-elle aujourd'hui épinglée pour sa dette ?

Inflation et superprofits

Bruno Le Maire déclarait en 2022, devant le MEDEF : Â« Je ne sais pas ce que c'est qu'un superprofit Â». Les pays voisins, qui s'y connaissent mieux en économie que l'auteur de bouquins de charme qui nous sert de ministre, avait compris que l'inflation était principalement alimentée par un surprofit des grandes entreprises, qui prétextaient une augmentation des coûts de l'énergie avec la guerre en Ukraine pour augmenter leurs marges.
Les autres puissances européennes taxaient donc ces superprofits, pendant que Bruno Le Maire fanfaronnait à la télé pour insister sur la confiance qu'il avait dans les entreprises pour être raisonnables. Un raisonnement d'économiste Bac-2 : même pour l'économie orthodoxe l'objectif d'une entreprise, par définition, est de maximiser son profit, pas d'être gentillette et de penser au bien commun. La faute du gouvernement est ici d'avoir joué aux ingénus pour ne pas froisser leurs amis patrons.

Cadeaux fiscaux à gogo

Depuis 1983 et le Â« tournant de la rigueur Â» du Parti Socialiste converti au libéralisme, l'austérité consiste en deux mécanismes : réduire les dépenses de l'État et faire des cadeaux fiscaux aux patrons. Depuis 40 ans, ce sont les mêmes recettes qui sont appliquées. D'inspiration thatchérienne, la présidence de Macron ne fait qu'accentuer le phénomène, lui qui distribuait 156 milliards d'euros par an aux entreprises en 2022. L'augmentation est exponentielle et ne s'arrêtera que lorsque les mouvements sociaux imposeront un vrai stop aux managers toxiques qui sont au pouvoir.

Endettement sur les marchés

Plus technique, mais principale cause de l'augmentation de la dette française : l'émission d'obligations d'État indexées sur l'inflation (les OATi). En économie, l'inflation est souvent considérée comme nécessaire lorsqu'elle reste à un niveau raisonnable. C'est une sorte de lubrifiant monétaire, un moyen d'empêcher l'argent de dormir dans des coffres de banque car celui-ci perd de sa valeur avec le temps. La BCE vise par exemple un taux d'inflation autour de 2%, afin de soutenir l'investissement dans l'économie réelle, les infrastructures et la production de biens et de services.
L'inflation est donc néfaste pour le capital, mais Bruno Le Maire a la parade : il a continué à émettre, malgré l'explosion de l'inflation à partir de 2022, des obligations d'État (c'est-à-dire de la dette) indexées sur l'inflation. L'État français n'a strictement rien à y gagner, si ce n'est un peu plus d'argent facile immédiatement pour financer les politiques macronistes, mais beaucoup d'argent à rembourser. On ne va pas vous faire tout un cours d'économie, on l'expliquait déjà dans cet article :
https://contre-attaque.net/2022/08/21/le-gouvernement-francais-hypotheque-son-propre-pays/

Un État endetté, est-ce que c'est si grave ?

La réponse est simple : non. Un État, ça n'est pas un acteur économique comme les autres, car il ne peut pas vraiment faire faillite. Il ne dépose pas le bilan comme une entreprise en difficulté, il ne voit pas ses comptes bloqués et son dossier envoyé à la Banque de France pour être interdit bancaire comme les précaires. La France peut donc très bien s'endetter sans problème car son horizon temporel est potentiellement infini. Le pays ne disparaîtra pas s'il est en défaut de paiement, il n'aura des difficultés que s'il se soumet aux volontés du capitalisme international.
Mais au-delà de cet argument de puissance (l'État fait ce qu'il veut car il a le pouvoir sur son territoire) la dette française n'est finalement pas si élevée. En effet, l'État est actuellement endetté à hauteur de 110% de son PIB, on pourrait croire à un surendettement gravissime : l'État vivrait au-dessus de ses moyens ! En réalité, ce chiffre n'a

strictement aucun sens : 34% de ce que l'État doit est à des entreprises ou ménages français, donc la France est endettée envers elle-même. On peut donc déjà relativiser ce chiffre.

Il reste 66% de dettes envers l'étranger. Ça paraît beaucoup, mais regardons ce qu'est réellement la dette : un patrimoine en négatif, c'est ce que l'État doit à d'autres. Or le PIB auquel on compare cette dette est un revenu : il s'agit de la quantité de biens et services produits sur le territoire français en une année. Autrement dit on compare l'incomparable ! Cela donne un ordre de grandeur, certes, mais si on voulait évaluer l'ampleur de la dette française il faudrait plutôt la comparer à ce que le pays possède : son patrimoine et pas son revenu.

Or la France est un pays riche, très riche. Doté d'infrastructures développées sur tout son territoire, l'État possède des routes, gares, aéroports, bâtiments publics mais aussi des entreprises qui rapportent presque 10% de ses revenus. Le patrimoine français est difficile à évaluer, étant donné sa quantité de biens inestimables, comme la Tour Eiffel et autres monuments historiques, mais il est très largement supérieur à la dette de l'État.

Il ne faut ainsi pas forcément voir l'endettement public comme un problème en soi : un État qui s'endette est souvent un État qui investit. **La dette publique ne devient réellement problématique que lorsque l'État doit emprunter pour payer les intérêts de sa dette, car il risque alors de connaître une forme d'endettement comme la pyramide de Ponzi. Et pour le coup, c'est exactement ce que fait l'État lorsqu'il emprunte sur les marchés financier à l'aide d'OATi. Merci Bruno Le Maire de nous avoir préparé une dette économique future, en plus de la dette écologique dont le gouvernement se moque royalement.**

Une dette insoutenable, est-ce si grave ?

Lorsqu'un pays entre en défaut de paiement, ce qui n'est pas le cas pour la France mais qui pourrait bien arriver un jour, deux possibilités s'offrent à lui : refuser de payer ou se soumettre.

Le cas argentin : refuser de payer

Refuser de payer signifie être mis au ban du capitalisme mondial, comme ce fut le cas pour l'Argentine dans les années 2000. En décembre 2001, le gouvernement argentin a annoncé qu'il ne pourrait pas honorer une partie importante de sa dette publique, qui s'élevait à environ 93 milliards de dollars. Cela a marqué le plus grand défaut souverain de l'histoire à ce moment-là. L'Argentine a alors été coupée des marchés internationaux de capitaux. Le peso argentin a été dévalué, entraînant une inflation galopante.

Le pays a connu une instabilité politique, avec plusieurs changements de présidents en peu de temps. Mais l'Argentine a aussi connu d'importants mouvements sociaux anticapitalistes avec les piqueteros qui bloquaient les flux et se réappropriaient les entreprises abandonnées par les investisseurs. Si le président Macri, libéral, élu en 2015, n'était pas parvenu à négocier en 2016 la dette de l'État pour rétablir l'ordre capitaliste, qui sait comment ces mouvements auraient pu finir ?

Le cas grec : vendre un pays

En 2009, le gouvernement grec fraîchement arrivé au pouvoir révèle que le déficit budgétaire est bien plus élevé que prévu (12,7 % du PIB contre 6 % annoncé). Le pays s'était très fortement endetté pour faire face à la crise de 2008 et remboursait cette dette en empruntant d'autant plus sur les marchés, tout en trafiquant ses comptes pour obtenir des taux plus avantageux. Une fois le pot-aux-roses découvert, les taux d'emprunt de l'État grec explosent : le pays ne peut plus se financer, il est rapidement mis en défaut de paiement.

C'est là que la Troïka intervient. La Troïka, c'est l'association de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International, et ces trois institutions ont Â« sauvé Â» la Grèce grâce à un plan de sauvetage de 260 milliards d'euros. Mais cet argent a été versé sous conditions :

Un plan d'austérité drastique qui a obligé la Grèce à vendre une bonne partie de son patrimoine, notamment les infrastructures de l'énergie et des transport.

Le cas emblématique est la vente du port du Pirée en 2016 à la société chinoise COSCO Shipping, devenue actionnaire majoritaire d'un des principaux port de la Méditerranée. La vente de l'OPAP avait aussi rapporté plus d'un demi-milliard d'euros à l'État grec. L'OPAP, c'est l'équivalent de la Française des Jeux, l'organisme grec qui gère les jeux de hasard et qui est particulièrement rentable. Ça ne vous rappelle rien ? C'est exactement ce que Macron a fait

Copyright © Ricochets

lorsqu'il a privatisé la FDJ en 2019, récoltant ainsi 1,9 milliards d'euros pour réduire la dette publique.

Après sa cure d'austérité, la Grèce est un pays affaibli, la pauvreté a explosé et l'extrême droite prolifère. La Troïka n'a pas sauvé le pays, elle a enrichi des investisseurs et rassuré les banquiers en suivant exactement la même logique économique que Macron et ses prédécesseurs. En multipliant les cadeaux au patronat, la macronie creuse le déficit pour lequel la France sera sanctionnée en devant mener des cures d'austérité qui favoriseront à nouveau les entreprises marchandes. Ce n'est pas une crise : c'est un hold-up en bande organisée.

Ne prenons pas les macronistes pour des tocards : lorsqu'il s'agit d'économie, le gouvernement sait très bien ce qu'il fait. Mais ce n'est pas parce qu'ils cachent leur jeu qu'on ne peut pas les contrer : face à Macron l'ancien banquier, opposons une résistance sans faille.

(post de Contre attaque)

Copyright © Ricochets